

PRIX
DES
ABONNEMENTS :

Suisse
6 n^{os} . . Fr. 1.75
12 n^{os} . . Fr. 3.—

Etranger
6 n^{os} . . Fr. 2.—
12 n^{os} . . Fr. 3.60

Compte
Chèques postaux :
1.5425

L'APPEL CATALAN

Rédaction,
Administration,
Publicité :
54, rue de Lausanne
GENÈVE

TÉLÉPHONE
29.703

LITTÉRATURE . ART . POLITIQUE . ÉCONOMIE . TOURISME

Paroles du maître :

... « Maintenant, si le fait de vouloir pour la Catalogne liberté, civilisation, bien-être, c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne ; si le fait de désirer des institutions de la terre, formées par des gens de chez nous, avec une pleine liberté d'action pour gérer nos intérêts, c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne ; si le fait de vouloir conserver et faire vivre notre droit et vouloir mettre notre langue à sa place d'honneur c'est aller contre l'Espagne, nous allons contre l'Espagne, et non seulement nous y allons, mais nous y sommes allés et nous y irons toujours.

Néanmoins, si l'on pose ainsi le problème de la Catalogne, qu'il soit bien entendu que les séparatistes ce sont eux. Eux, qui rendent incompatible l'intérêt de la Catalogne avec celui de l'Espagne, la langue espagnole avec la langue catalane, le droit espagnol avec le droit catalan, leurs aspirations avec les nôtres. Eux, qui en proclamant le castillan comme unique, naturel et véritable espagnol, chassent d'Espagne les Catalans, ainsi que les Basques et les Galiciens.

Il est temps qu'ils s'en convainquent (*s'en convaincront-ils jamais ?* Réd.) : si, pour être Espagnols, nous devons être Castillans, nous ne le serons jamais. Nous ne le voulons pas être. Castillans. Qu'ils le soient, à la bonne heure, ceux qui sont nés en terre de Castille, qu'ils aiment et vénèrent leur langue ; qu'ils y vivent avec leur droit ; qu'ils les conservent amoureusement, leurs mœurs ; qu'ils s'y livrent autant qu'il leur plaira au jeu de l'éloquence. Nous ne voulons pas autre chose que chaque peuple soit constitué et gouverné à sa manière ; et nous ne leur ferons jamais, de cela, aucun grief, alors même que, en suivant des instincts de race, ils se séparent chaque jour de l'Europe.

C'est ce que veulent nos concitoyens. Et si d'exprimer cette aspiration est « scandaleux », « attentatoire à l'unité de la patrie », si l'unité de la patrie espagnole est incompatible avec les institutions libres et un gouvernement honnête et une administration droite et intelligente, qu'elle se rompe et s'émiette pour toujours cette unité fatidique, couvant tant et tant d'abus, qui fait impossible les réformes salvatrices...

La vérité est qu'ils ne conçoivent pas (ceux qui « grossissent la boule du séparatisme catalan ») d'autre forme d'Etat que l'unitaire, parce que c'est l'unique forme qui ne mette pas de bornes à leur exploitation (c'est nous qui soulignons, Réd.). Un pays qu'ils ne puissent pas exploiter est un pays perdu. C'est hors l'Etat et hors leur unité nationale, parce que l'Etat ce sont eux, et leur unité nationale, l'égalité de sujétion à leurs vexations. »

Enric PRAT DE LA RIBA.

Notre CREDO

Paroles del mestre :

« Ara, si voler per a Catalunya llibertat, civilització, benestar, és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; si desitjar institucions de la terra, compostes de gent de casa, amb plena llibertat d'acció per a regir els nostres interessos és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; si conservar i fer viure el nostre dret i reposar en el seu lloc d'honor la nostra llengua és anar contra Espanya, anem contra Espanya ; i no sols hi anem, sinó que hi hem anat i hi anirem sempre.

Però si plantegem així el problema de Catalunya, que consti que els separatistes són ells. Ells, que fan incompatible l'interès de Catalunya amb el d'Espanya, la llengua espanyola amb la catalana, el dret espanyol amb el dret català, les aspiracions seves amb les aspiracions nostres. Ells, que en proclamant el castellà com a únic, genuí i veritable espanyol, treuen d'Espanya els catalans, com els èuscars i els gal·les.

Ja és hora que se'n convengin (*¿ se'n convenceran mai ?* Réd.) : si per a ésser espanyols hem d'ésser castellans, no ho som ni ho serem mai. No ho volem ésser, de castellans. Que ho siguin enhorabona els qui han nascut en terres de Castella, que l'estimin i venerin, la seva llengua ; que hi visquin, amb el seu dret ; que els conservin amorosament, els seus costums ; que s'hi lliurin tant com vulguin, al joc de l'eloqüència. No volem pas altra cosa que cada poble es constitueixi i governi a la seva manera ; i mai, d'això, no els farem cap càrrec, encara que seguit instints de raça s'anessin separant cada dia d'Europa.

Això és el que vol la nostra gent. I si expressar aquesta aspiració és « escandalós », és « atentatori a l'unitat de la pàtria » ; si la unitat de la pàtria espanyola és incompatible amb institucions lliures i govern honrat i administració recta i intel·ligent, que es rompi i s'esmicoli per sempre aquesta unitat fatídica que cova tants i tants abusos i fa impossible les reformes salvadores.

I és que no conceben (els que « engruixen la bola del separatisme català ») altra forma d'Etat que la unitària, perquè és la única que no posa límits a la seva explotació (subratllat per nosaltres, Réd.). Pais que ells no puguin explotar és país perdut, és fora de l'Etat i de la unitat nacional perquè l'Etat són ells, i la unitat nacional seva, la igualtat de subjecció a les seves vexacions. »

Enric PRAT DE LA RIBA.

Pour l'Intellectualité catalane

Nous reproduisons le remarquable article publié dans la « Revue Parlementaire », de Paris, par un grand ami de la Catalogne.

Les événements qui se sont déroulés en octobre dernier dans la péninsule ibérique ont laissé beaucoup de Français, surtout des Français du Nord, assez froids ; à la même époque, l'attentat de Marseille était, du strict point de vue faits-divers — hélas ! n'est-ce pas sous cet angle que la plupart des gens envisagent les choses ? — une pâture autrement sensationnelle. Et pourtant, le nombre des victimes qui tombaient en Espagne était considérable. Mais une exacte censure madrilène veillait à renseigner « convenablement » l'étranger et à diriger toutes les indignations contre les adversaires du gouvernement de M. Lerroux. Aujourd'hui, grâce à quelques journaux indépendants des provinces, grâce également à l'excellente publication *Lu* (N^{os} 42, 43, 44, 46, 47, etc.), le public français a pu se former une opinion moins... officielle ; tant il est vrai que nul ne peut plus aujourd'hui élever d'infranchissables murs de silence et de précautions.

Aussi n'est-ce ni sur l'origine, ni sur le caractère, ni sur le développement, ni même sur l'issue des événements d'octobre que nous croyons opportun de revenir ; aussi bien notre qualité de citoyen français nous impose une grande modération à propos de la politique intérieure stricte d'un Etat voisin. Nous voudrions évoquer ici seulement une question humaine — humaine parce qu'elle s'adresse aux sentiments universels d'humanité, et parce qu'elle intéresse tout le monde pensant, toute la conscience et la culture internationales.

* * *

On sait qu'en même temps que se déroulait dans le reste de l'Espagne une insurrection à tendances socialistes, à Barcelone, le président de la Généralité de Catalogne, M. Lluís Companys accomplissait un autre geste insurrectionnel en proclamant l'Etat Catalan de la République fédérale espagnole. Nous n'avons pas à connaître ici de l'opportunité ou de la témérité de ce geste, ni des arrière-pensées qui peuvent l'avoir suggéré, ni des circonstances dans lesquelles il s'est produit. Après le gouvernement de Madrid, les agences officielles ont parlé de connivence entre les révolutionnaires espagnols et les autonomistes catalans. C'est un procès que nous ne pouvons ouvrir ici, — d'autant plus qu'il est pendant, là-bas, devant la justice. Mais pour ceux qui connaissent tant soit peu l'Espagne, il est évident que le problème *Fédéralisme ou Centralisme ?* s'y posera toujours avec une acuité plus grande qu'ailleurs, de par la géographie, l'ethnographie et l'histoire de la péninsule ; tout le problème, social ou politique, s'y compliquera toujours d'un problème particulier, régional et même municipal. Lorsque la monarchie fut renversée, en avril 1931, les autonomismes provinciaux — et surtout l'autonomisme catalan — y eurent autant et plus de part que les partis politiques.

Sans revenir sur la question du *Problème national de la Catalogne et sa*

solution par le statut de 1932 (question admirablement traitée par M. Jean Le-saffre, docteur en droit, dans un livre paru cette année, sous ce titre même, à Montpellier), il faut rappeler que les revendications autonomistes catalanes se heurtèrent aux conceptions unitaires des républicains comme elles s'étaient heurtées à l'autoritarisme de la Monarchie. Ce n'est qu'après dix-sept mois de discussions, en septembre 1932, qu'on aboutit à un compromis qui laissa autant de déceptions dans les cœurs catalans que de rancunes dans les cœurs espagnols. Le voyageur attentif, le simple lecteur de journaux savaient qu'à la moindre occasion ce compromis serait dénoncé, que les Catalans chercheraient à parachever l'œuvre libératrice qu'il esquissait, et que les Castillans n'auraient de cesse que lorsqu'ils auraient ramené la Catalogne au strict droit commun. C'est dans cet état d'esprit qu'entre 1931 et 1934, Madrid et Barcelone ont entretenu des relations apparemment amicales : revendications à réaliser d'une part, concessions à rattraper de l'autre.

* * *

Le compromis hispano-catalan, instrument diplomatique connu sous le nom de *statut*, s'appliquait à toutes les parties de la vie publique. Mais où les discussions furent les plus aiguës, sans doute, ce fut lorsqu'il s'agit de régler le sort de l'Université de Barcelone : « L'enseignement étant nationalisé, l'Université m'appartient », proclamait Madrid. « Les divers services publics étant remis à la Généralité autonome, l'administration de l'Université doit m'être dévolue », répondait Barcelone. En réalité, sous ce débat juridique, gisait un procès plus vaste : Madrid tenait à conserver une enclave spirituelle en terres catalanes, un centre de diffusion de la pensée et de la culture castillanes. Pourquoi ? Parce que la Renaissance catalane fut avant tout une renaissance spirituelle et intellectuelle ; le réveil de la Catalogne fut d'abord l'œuvre d'une compagnie de poètes, de philosophes, d'historiens, de philosophes, d'artistes, de juristes, groupés dans l'*Institut d'Estudis Catalans* — organisme indépendant et, pendant longtemps, quasi-privé. Peu de *risorgimenti* nationaux offrent le caractère de haute intellectualité du mouvement catalan — lequel, se souvenant toujours de ses origines poétiques et savantes, eut pour premier souci, même avant l'autonomie, d'organiser et de développer la culture. Autour du centre nerveux de l'Université, se livrait donc un combat beaucoup plus général, presque symbolique, entre deux conceptions politiques, philosophiques, spirituelles.

On parvint, ici aussi, à un compromis : l'Université de Barcelone devint autonome, régie par un Comité de Patronage composé de cinq membres nommés par le gouvernement catalan, cinq autres nommés par le gouvernement espagnol, plus le recteur, élu par le Collège des professeurs. Ce Comité fut doublé, pour l'enseignement secondaire et primaire, d'organisations semblables.

L'œuvre culturelle de ces Conseils universitaires est considérable ; un exemple : le Comité de Barcelone aménageait tout récemment dix-huit magnifiques bâtiments — dont certains spécialement édi-

Après les ténèbres...

D'aucuns prétendent que la crise touche à sa fin, d'autres estiment que le pire reste à passer. Nous partageons l'avis des pessimistes. Trop d'erreurs sont à terrasser pour avoir le droit de respirer librement.

Aussi longtemps que les faux dieux domineront le monde, la paix sera un songe du quai Wilson. Nous sommes sous le signe de la confusion provoquée par la chute de doctrines périmées.

En voulant faire de l'homme le centre de l'univers, les philosophes le déifièrent. Le culte de l'individualisme aboutit au triomphe des sept péchés capitaux.

Un orgueil fou s'est emparé de tous et de chacun. La chose publique est livrée aux critiques passionnées d'une foule qui croit à son omniscience et ne sait rien.

L'envie est le levier dont use et abuse le démagogue pour dresser ses partisans contre les clans adverses. La haine est le cheval de bataille des luttes pour le pouvoir.

L'avarice a été poussée à ses extrêmes limites par les puissances d'argent, forcées déchaînées par un libéralisme qui les émancipa de toute entrave.

La luxure fut l'appât suprême du matérialisme. Sur le chemin de Buenos-Ayres une civilisation s'engagea. Seule la nuit de Walpurgis inspirait une humanité affolée.

La gourmandise hypnotisait les classes dirigeantes et les gens ne mangeaient plus pour vivre, mais pour manger. Ils s'entre-dévorèrent pour la conquête du superflu.

La colère régenta les relations sociales. Pour imposer leurs droits, les puissants devinrent féroces. La liberté était leur apanage exclusif. Ils tuèrent la fraternité.

Et la paresse s'empara des victimes d'un état anti-social qui, en voulant faire de l'homme un dieu, le réduisit en esclavage. Le matérialisme ressuscita le veau d'or.

L'humanité, jetée en pâture aux sept péchés capitaux par des philosophes

(Suite du 1^{er} article.)

fiés à cet effet — pour l'œuvre des écoles populaires ; le même comité disposait d'un budget de quinze millions de pesetas et donnait l'enseignement à vingt-cinq mille enfants.

* * *

La veille du jour où M. Lluís Companys, président de la Catalogne, accomplissait son geste insurrectionnel, c'est-à-dire le cinq octobre dernier, le siège de la *Palestra*, société patriotique et culturelle de la jeunesse catalane, fut envahi et occupé par les volontaires autonomistes en armes. Or, le président de la *Palestra* est M. Pompeu Fabra, qui était président aussi du Comité de Patronage de l'Université. Oubliant que M. Pompeu Fabra était l'adversaire politique de la majorité au pouvoir à Barcelone (il avait été battu aux élections par l'aviateur Franco — qui, depuis... — soutenu par le parti de M. Companys!), le Gouvernement madrilène prit prétexte de l'occupation de la *Palestra* par les insurgés pour impliquer, vingt-deux jours après,

ivres de leur personnalité et dépourvus de toute humilité, ne pouvait que se donner des doctrines de mort.

Les autels furent renversés et l'Etat devint l'Eglise d'un troupeau qui se figurerait pouvoir transformer la terre en paradis. Il alla à la conquête de l'enfer.

L'Etat moderne est la synthèse de la religion nouvelle. Il voulut reconstruire l'humanité sur le triple plan spirituel, moral et économique. Il enfanta le chaos.

L'Etat moderne se conduira en usurpateur et finira en usurpateur. Il tuera les valeurs spirituelles, disloquera les valeurs morales et détruira les valeurs économiques.

Nous vivons cette liquidation générale. C'est le crépuscule des dieux. Les doctrines échafaudées sur un philosophisme païen s'effondrent dans une crise sans précédent.

L'Etat moderne assiste impuissant à l'écroulement de valeurs spirituelles qu'il crut pouvoir édifier sur les sables mouvants de la connaissance humaine d'une si totale ignorance.

L'Etat moderne considère la débâcle des sciences politiques et morales assises sur la loi du nombre qui sacrifia la qualité à la quantité, accordant la maîtrise aux forces aveugles et indisciplinées.

L'Etat moderne enregistre la banqueroute d'une organisation économique qu'il voulut dominer et qui le domina à tel point qu'il en sauta à l'heure même où il en devint le chef suprême.

La philosophie défia l'individu. L'individu défia l'Etat. L'individualisme fut dévoré par l'étatisme et l'étatisme se dévora lui-même en croyant conquérir le mouvement perpétuel.

Impressionné par les misères d'une époque où la souffrance est l'aboutissement tragique et logique d'un philosophisme malsain, pourquoi ne pas chercher la vérité où elle se trouve ?

Rerum novarum ! La vérité réside dans cette magistrale encyclique, complétée par l'encyclique sociale *Quadragesimo anno*. Il faut en convenir si nous ne voulons pas sombrer dans l'anarchie.

Pierre MILLIAIRE.

le 27 octobre, M. Pompeu Fabra dans le « complot » fomenté par M. Companys ! En même temps que son arrestation, Madrid ordonnait celle de plusieurs des membres catalans du Comité de Patronage de l'Université. Se trouvent ainsi détenus, à bord du navire de guerre *Uruguay*, ancré dans le port de Barcelone, cinq universitaires¹ qui sont, en même temps que l'honneur de la Catalogne, des notabilités révérees du monde savant tout entier : MM. Pompeu Fabra déjà nommé, vénérable vieillard, le symbole de la Renaissance catalane, philologue éminent de qui les travaux ont rendu à sa patrie — et à la culture universelle — sa langue maternelle désormais restaurée et purifiée ; le Dr Pere Bosc i Gimpera, recteur de l'Université, l'un des premiers préhistoriens du monde, à qui l'Université d'Edimbourg venait de demander pour l'an prochain un cours de préhistoire ; Le Dr Antoni Trias, chirurgien célèbre, professeur à la Faculté

¹ Libérés provisoirement après 2 mois de détention. (Réd.)

de Médecine, qui fut rapporteur du Congrès International de Chirurgie de Varsovie ; le Dr Josep Xirau, professeur à la Faculté de Droit, directeur ou collaborateur de plusieurs grandes revues internationales de science juridique ; le Dr Josep Batista i Roca, ancien professeur à la Faculté de philosophie de Barcelone, diplômé de l'Université d'Oxford.

Ces cinq hommes attendent, depuis fin octobre de passer en jugement pour les crimes de rébellion et de complot — lesquels sont punissables de mort ou tout au moins de prison perpétuelle. Ils ne demandent rien ; ils acceptent le sort fait à toutes les victimes de la répression madrilène. Mais on aime à croire que la conscience universelle s'émouvra de voir le gouvernement castillan s'acharner sur de tels hommes...

S'acharner est le mot qui convient : non content de frapper pareillement à la tête, Madrid vient de démolir toute l'œuvre culturelle catalane ; les membres catalans du Comité de Patronage de l'Université arrêtés, le Comité lui-même dissous, les Conseils secondaire et primaire, le Comité scolaire de Barcelone dissous également, ont été remplacés par... un fonctionnaire du gouvernement central espagnol, avec le titre de Commissaire général de l'Enseignement, et muni de pleins pouvoirs pour réorganiser l'Instruction en Catalogne. Son premier soin a été de chasser de l'Université, du jour au lendemain, plus de cent professeurs, adjoints et agrégés, parmi lesquels figurent quelques-unes des illustrations de la culture catalane.

Ainsi à l'occasion d'un geste — que tous les connaisseurs de la situation considéraient comme inévitable — Madrid non seulement réalise son rêve de « mater » la Catalogne, de reprendre les libertés qu'on lui avait concédées, mais surtout de ruiner le centre intellectuel qui fut l'animateur de la renaissance du peuple catalan. Sans nous préoccuper ici des aspects politiques du problème, nous pouvons considérer que, ce faisant, le gouvernement castillan commet — soyons modérés — deux attentats contre la conscience universelle : contre les personnes respectables de savants éminents et contre l'esprit, contre les droits même de l'âme catalane — laquelle est partie inhérente du patrimoine de la culture humaine.

On souhaite que la protestation de tout ce qui pense dans ce pays et dans le monde fasse comprendre à Madrid l'énormité de l'erreur qu'il commettrait en persévérant dans son dessein contre l'intellectualité catalane.

Pierre-Louis BERTHAUD.

La Catalogne et l'Irlande

(Suite et fin.)

Aujourd'hui, après de longues émeutes, soutenues contre son oppresseur, au sujet de la guerre douanière dont il est fait allusion, sa situation économique est bonne, même commercialement parlant, elle est essentiellement favorable. Les chiffres de 1932, améliorés dans les mois écoulés de 1933, ne donnent qu'une différence de 4.000.000 £ entre l'importation et les paiements extérieurs et l'exportation et recettes pour encaissements extraordinaires à l'extérieur. L'amélioration de l'Etat libre d'Irlande est évidente, sa situation est en équilibre véritable.

La politique économique suivie par le gouvernement irlandais, adopte ces directives principales : développement de l'industrie publique à tout prix, amélioration et augmentation du bien-être des campagnes, préoccupation permanente de chercher des marchés nombreux et rémunérateurs pour l'agriculture. Electrification du pays, attention spéciale au recouvrement linguistique intégral. Le gouvernement irlandais a trouvé la manière de résoudre la question excessivement épineuse dans le monde mécanisé de la coordination absolue des transports par voie ferrée et par route. De l'étude faite par ceux qui doivent encore résoudre ce problème, il résulte que l'Etat libre d'Irlande, en peu d'années, a réalisé et implanté le système qui représente le plus grand progrès et la forme idéale de la coordination.

Aujourd'hui, l'Irlande nous offre ce tableau réconfortant. Il ne doit pas être éloigné le jour qu'un autre Cooke, avant de se rendre à la réalité des résultats de la première autonomie de l'Irlande, puisse dire : « Un des dangers pour l'Angleterre, c'est la prospérité générale du pays qui a déployé une grande activité énergétique. Eu égard au nombre d'habitants, à l'agriculture, à l'industrie et à la richesse, aucun pays n'a fait d'aussi rapides progrès que l'Irlande. »

¹ Voir le N° 10 de *L'Appel Catalan*.

II

Nous disions dans l'article précédent : « Parlons de l'Irlande ».

Nous disions aujourd'hui : « Parlons de la Catalogne ». Vous entendez répéter souvent par ceux qui veulent soumettre, de gré ou de force, tous les peuples formant l'Etat espagnol : Ne comparez pas le cas de l'Irlande à celui de la Catalogne, la Castille a toujours traité avec *magnanimité* le peuple catalan. En supposant que cela fut certain, cette raison donnée constituerait déjà un outrage. Nous voudrions savoir les mérites gagnés par ce peuple pour pouvoir parler de magnanimité. Sera-ce parce qu'il occupe, au milieu de déserts, le centre de la péninsule ibérique ? Sera-ce parce que les hommes, en plus grande abondance qu'ailleurs, ont été et sont des professionnels de la guerre intestine, dans un but d'assujettissement ? Parler de magnanimité veut dire qu'on nous considère comme un peuple soumis.

Il y a aussi quelques Catalans qui croient que la Castille a raison, que ceux qui défendent la dignité de la Catalogne ne cherchent autre chose que leur profit personnel ou bien que nous sommes des romantiques qui vivons dans le passé. Ceux-ci sont de dignes émules de ces autres Catalans qui trahissent franchement leur peuple.

Savez-vous, vous autres Castillans, et vous, Catalans dégénérés, par malheur nés sur le sol catalan, où est la similitude des peuples catalan et irlandais ? Elle est dans la pleine et immuable volonté de l'Irlande de se retrouver, dans la ferme, inébranlable volonté de la Catalogne à conquérir sa liberté. L'Irlande triompha de l'empire le plus puissant de la terre, la Catalogne obtiendra sa liberté, que la Castille et les peuples qui la suivent, de gré ou de force, le veuillent ou non. L'Espagne n'est pas l'Angleterre ; que peut-elle attendre de chefs d'Etats qui énoncent en formule : « jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière peseta », et cependant perdent ses dernières colonies, vestiges de grands territoires asservis par la force, quoique traités parfois avec magnanimité, colonies qui s'émancipèrent dès qu'elles eurent l'idée de leur dignité.

La Catalogne a, encore plus que l'Irlande, une histoire glorieuse qu'elle n'oublie pas, comme elle n'oublie pas non plus les griefs, incessants depuis le jour de son union forcée à la Castille, par un mariage qui produisit une unité artificieuse. Cela se passa en l'année 1469. La Castille nous témoigna dès ce jour une cordiale antipathie. Elle ne pouvait pas souffrir que la Catalogne fut devenue une puissance commerciale et maritime. Lorsque Colomb, Catalan, découvrit, au profit de la Castille, un nouveau continent, la première chose qu'elle eut l'idée de faire, fut de barrer à la Catalogne la route d'Amérique, à son commerce et à ses navires : le traitement qui lui fut donné était effectivement celui qu'on a coutume d'imposer à des peuples conquis.

Enfin, la Castille continua de saper les libertés catalanes. Dans le but de ne pas les perdre toutes, la Catalogne lutta, le *Corpus* (Fête-Dieu) de 1640 resta la marque de l'indignation d'un peuple. Des hommes comme le grand Claris, chanoine, prouvèrent leur trempe. Puis vint 1714, époque à laquelle les Catalans battirent les Castillans et les Français unis, Barcelone et la Catalogne furent cependant vaincues ; les quartiers les plus riches de la capitale furent rasés. Un décret de « Nova Planta » (nouvelle organisation) fut publié et appliqué et durant neuf années la vengeance du roi Bourbon, Philippe V, se fit sentir.

Après la chute de Barcelone, un bon nombre de Catalans se plièrent aux plus basses et aux plus serviles manifestations de Castillanisme. Cependant le peuple catalan, même inconsciemment, commençait la tâche d'opposition à Madrid, centre de la Castille. Barcelone était presque irréductible. Pour la faire taire, un général quelconque, nommé Espartero, la bombardait pendant huit jours. Néanmoins, bien plus que Barcelone, la campagne gardait sa fidélité à la patrie.

Il était réservé au mouvement du Romantisme de donner la plus grande impulsion à l'âme catalane. Le mouvement littéraire est un ordre de marche, et l'« Ode à la Patrie », de Bonaventura C. Aribau marque l'apogée de l'enthousiasme patriotique réveillé. La Catalogne, une fois debout, rien ni personne ne l'arrêtera.

Les gouvernements castillans monarchistes essayèrent tout pour annihiler le mouvement de résurrection nationale des Catalans : ils fomentèrent l'anarchisme, les discordes civiles, ils laissèrent s'implanter avec plaisir tous les procédés du terrorisme, de l'action directe, ils nous envoyèrent un rédempteur de la classe

ouvrière¹, pour qu'il fit de l'espagnolisme à outrance. A la Catalogne, plus qu'à tout autre, s'adressa une ignominieuse loi, dite de juridiction militaire.

La destruction systématique de la Catalogne ne s'arrêtant pas, on essaya une sorte de gouvernement, nommé « Mancomunitat », que la Dictature nous ôta ; plus tard même, le silence nous fut imposé ! Que les sept ans de Dictature soient bénis ! Ils firent plus pour notre cause que cent mille discours, livres, écrits, etc. Pendant ce temps, nous autres étions en train de saper les fondements de la monarchie, dont la Catalogne contribuait, pour une grande part, à l'effondrement.

Ils nous prennent maintenant l'autonomie, bien qu'ils le fassent sans insolence, c'est égal, nous recommencerons. La Catalogne n'est pas une fiction, le sentiment de ce peuple prend ses racines dans le sol même ; parce que la Catalogne est un peuple, c'est en vain qu'on voudrait étouffer son désir de liberté.

Si ce qu'on appelle encore République va contre la Catalogne, tôt ou tard, cette dernière sera la cause principale de son effondrement.

Voici donc, en résumé, la similitude du problème de l'Irlande et de la Catalogne : un peuple qui par-dessus toutes les vexations a recouvré sa liberté, un autre peuple qui, coûte que coûte, la recouvrera.

P. CASALS IGLESIES.

Au delà et en deçà Langues sœurs

Il y avait plus de deux heures que mon amie D. et moi errions dans la vieille ville à la recherche d'un monument ancien orné de peintures murales.

Nous avions admiré toute une collection de bâtiments artistiques et historiques, charmés par les très antiques constructions décorées extérieurement de scènes bibliques, guerrières ou amoureuses, nous oubliions le bâtiment précité.

De temps en temps, fatiguées de tourner la tête et d'écarter les yeux, nous descendions quelques ruelles étroites, de celles qui mènent à un pont et, appuyées sur le parapet, nous nous reposions un moment en regardant le cours de la Reuss.

A ce point précis, le désir nous revint de trouver la vieille construction mentionnée dans notre bréviaire de voyage.

— On dit que c'est une merveille, affirmait D.

Et moi, d'accord, comme toujours, lorsqu'il s'agit d'admirer de vieux trésors artistiques, historiques ou monumentaux, je lui répondis haletante :

— Cherchons-la encore.

Elle-même, acharnée, recommença le pèlerinage, son manteau négligemment jeté sur le bras et l'index de la main droite posé en signet à la page du Baedeker, signalant ces fameuses peintures murales.

Tandis que mon amie cherchait et que ma personne physique la suivait à travers rues et ruelles, mon esprit s'élevait et, désireux d'espace et de ciel, il courait au-delà de la Reuss, parmi les chardons et les ronces des vallées, pour arriver aux sources du St-Gothard et s'enivrer d'espace.

Soudain, la voix de mon amie me réveilla :

— Y renonçons-nous ?

— Nous y renonçons !

De nouveau, nous marchâmes d'un pas nonchalant et fatigué, le dos tourné à la vieille ville, dans la direction des rues larges de la ville moderne.

Mais D. n'était pas satisfaite. Au milieu de son front, large et haïlé par le soleil d'un heureux été, on apercevait un sillon de contrariété.

A ce moment-là, apparut une femme du côté opposé. Elle avançait vers nous, modeste et distraite.

Mon amie dit :

— Si on interrogeait cette femme-là ? (Elle retournait à son idée fixe) : « Elle a l'air d'une brave femme ». Je ne pus pas l'arrêter, elle se dirigea vers elle.

— Pardon, Madame, pourriez-vous... ?

La voix humble de la bonne femme

¹ M. Lerroux, radical, chef du gouvernement actuel, celui-là même qui, il y a trente ans, s'adressant aux ouvriers, disait : « Il faut arracher le voile aux religieuses et les élever à la catégorie de mères ». « Jeunes gens, ne vous arrêtez pas devant les sépultures ni devant les autels ». Ce démagogue « franc-maçon », dont certain journal de Genève parle avec autant de respect et d'admiration, est l'allié de M. J.-M. Gil Robles, politicien « clérical » dont l'opportunisme est si grand qu'il est capable de pactiser avec le diable lui-même, en vertu, sans doute, de la doctrine du moindre mal, si ce diable est l'ennemi de l'autonomie catalane. M. J.-M. Gil Robles est le chef du parti dit d'« Action populaire » (C.E.D.A.) ayant comme journal l'haineux et anti-catalan *El Debate*, organe politique des jésuites espagnols de Madrid. (Réd.)

interrompit : — *Jetzt verstehe nicht Französisch...* (Je ne comprends pas le français.)

D., obstinée, essaya de se faire comprendre en allemand :

— *Wo ist die alte Rathaus ?* (Où est le vieux hôtel-de-ville ?)

Mais la vieille femme ne comprit pas non plus.

Elle ouvrit immensément les yeux et se tut.

J'intervins (en catalan, naturellement) :

— N'insiste pas, tu ne sais pas assez d'allemand, ni elle assez de français.

Mais la figure de la femme s'illumina, elle sourit.

— Si, si, s'écria-t-elle ! *A l'altra porta* (à l'autre porte).

Ce disant, elle commença à marcher, en nous faisant le geste de la suivre.

« *A l'altra porta* » ? Qu'est-ce qu'elle peut vouloir dire ? D'où peut-elle être ? Quel dialecte doit-elle parler ? Il est certain que les accents catalans ne lui ont pas été lettre morte. Peut-être parle-t-elle le romanche de l'Engadine ? Mais elle ne comprend pas notre façon de nous exprimer, pas plus que nous n'arrivons à comprendre exactement le sens de cette phrase : « *A l'altra porta* ».

Nous la suivions par sympathie et soudain elle nous laisse bouche bée, en face d'un portail monumental moderne et laid.

— Merci, merci ! lui criions-nous.

Puis elle s'éloigna avec un sourire modeste et satisfait.

Heureusement, cet incident a fait oublier à D. l'idée fixe de trouver le vieux Rathaus !

Nous suivons le courant de la Reuss, sous les marronniers qui mènent au Bernerhof.

Et nous épilguons...

Cette bonne femme parle une langue sœur de la nôtre. Quelques-uns des mots sont exacts, mais les siècles ont mis des espaces et des barrières entre les enfants d'une même mère. Ils ont grandi séparés, chacun pour soi, influencés par les climats et les races différentes.

Et maintenant, nous ne pouvons pas nous comprendre.

En fermant le Baedeker, l'esprit allégé et la tête pleine de nouveaux projets touristiques, nous suivions le quai au fil de l'eau, éblouies par les milliers de lumières que la ville allument au crépuscule.

Aurora BERTRANA.

Lucerne 1934.

Catalogne et Catalans

Les Catalans s'enorgueillissent avec raison du glorieux passé de leurs ancêtres. Ceux-ci, pendant tout le moyen âge, aux avant-postes de la civilisation, s'affirmèrent aussi bien navigateurs habiles, commerçants avisés que guerriers redoutables. Ce sont eux qui les premiers dressèrent au milieu du XIV^e siècle un fort curieux portulan de la côte occidentale d'Afrique désigné par les géographes sous le nom de « carte catalane ». Au XIII^e siècle déjà, Jacques I^{er}, surnommé le Conquérant, fit publier le « Consulat de Mer », recueil de lois et de règlements intéressant la navigation commerciale et la pêche, législation maritime qui servit de base aux règlements des autres nations de la Méditerranée. Et pendant plus d'un demi-siècle la Grèce subit l'occupation catalane.

La Catalogne comprenait autrefois, avec la province de ce nom annexée à l'Espagne, le Roussillon, qui peut sembler aujourd'hui fondu dans l'unité française. A ce propos, il est intéressant de relever le passage suivant d'une enquête de la revue *Le Fédéraliste*, organe du Fédéralisme intégral, publié à Paris, rapportée dans le N° 2, 3^{me} trimestre 1934.

Voici le questionnaire qui fut adressé aux différentes provinces de France :

I. — Y a-t-il un esprit particulariste dans votre province ?

II. — Quelles sont les bases de ce sentiment — culturelles, économiques, politiques ?

III. — Ce particularisme existe-t-il seulement sous une forme intellectuelle dans une élite cultivée, ou s'agit-il d'un sentiment véritablement populaire ?

IV. — Les tendances internes de ce particularisme sont-elles conciliables avec la conception actuelle de l'Etat français ?

Dans le cas contraire :

V. — Une décentralisation régionaliste suffirait-elle à les satisfaire ?

VI. — Peuvent-elles se réaliser, selon vous, par l'autonomie (statut particulier) dans un Etat fédéral français ?

VII. — Ou pensez-vous que la logique de ce mouvement implique le séparatisme ?

VIII. — Existe-t-il dans votre province, des mouvements organisés,

régionalistes ? autonomistes ou fédéralistes ? séparatistes ?

Quel est, approximativement, le nombre de leurs adhérents ; leurs organes, la diffusion de ceux-ci ?

Quelle est leur influence (dans quels milieux sociaux, dans quelle région du pays en particulier ?)

Et voici la réponse de P. Lafrabège-Gallars, pour la Catalogne française :

I. — Oui et très marqué.

Pour une boîte
de
CHOCOLAT

adrezsez-vous

chez

ROGGIA

CONFISEUR

20, Corratierie, 20

GENÈVE

**L'habitation
dans la verdure
IMMEUBLES
RIANT-PARC**

Route de Frontenex-Montchoisy

**Appartements
- - Studios - -
de 2 à 6 pièces
Prix avantageux**

RÉGIE E. & B. NAEF
Corratierie, 18, GENÈVE

**ENTREPRISES
SANITAIRES**

**E. DUPONT
& FILS**

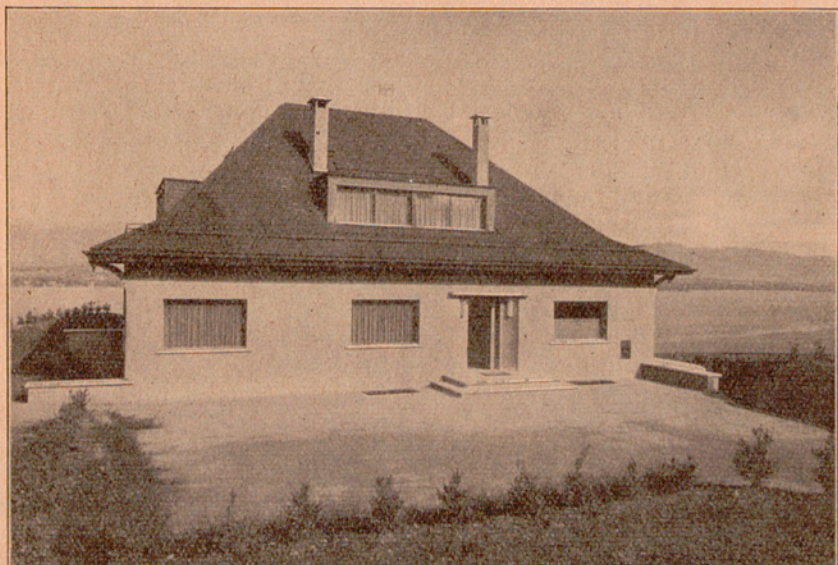
INSTALLATEURS DU
PALAIS DE LA SOCIÉTÉ
DES NATIONS, GENÈVE

GENÈVE
Téléphone 43.282 - 43.283

LYON
Téléphone Franklin 45.29

**FERBLANTERIE et PLOMBERIE
CHARLES EGLI**
INSTALLATIONS SANITAIRES
19, rue Montchoisy GENÈVE Tél. 22.378

E. & B. NAEF, Agence Immobilière
18, Corratierie GENÈVE Tél. 48.377



SERVICE DE VILLAS
GRAND CHOIX DE PROPRIÉTÉS A VENDRE OU A LOUER
Demandez liste gratuite E. & B. NAEF. Téléphone 48.377

(Suite article page 2.)

II et III. — a) Existence pendant six siècles d'un « Pricipat de Catalunya » dont la Catalogne française (comtés de Roussillon, de Comflet et de Cerdagne) faisait partie intégrante.

b) Existence en Catalogne française d'une population très différenciée se rattachant par ses caractères physiques ou intellectuels, et par ses mœurs, beaucoup plus aux populations du Nord de la Généralité de Catalogne qu'à celles du Bas-Languedoc.

c) Usage de la langue catalane, identique, sauf quelques particularités assez rares, à la langue classique parlée à Gérone et à Barcelone.

Seul mode d'expression des campagnes, elle est également parlée dans une grande ville comme Perpignan (90.000 habitants), dans la classe commerçante et même dans la petite bourgeoisie. Les personnes parlant généralement français sont tenues à ne pas ignorer le catalan, lorsqu'elles sont en contact avec des ouvriers agricoles ou même avec leurs domestiques.

d) Du point de vue culturel, les élites ont de plus en plus une tendance à regarder vers Barcelone, depuis la Renaissance du XIX^e siècle.

A noter que le clergé appuie nettement les tendances particularistes du pays (prêches et catéchisme en catalan dans les villages). Le dernier évêque de Perpignan, Mgr de Carsalade, fut un grand catalaniste.

e) Liens et relations très étroites entre Catalans des deux versants.

a) Existence en Roussillon d'une population de 50 à 60.000 Catalans d'Espagne, due à une immigration constante (d'excellente qualité d'ailleurs).

b) Immigration temporaire chez nous de quelque 5 à 6.000 habitants des régions de Figuières et Gérone, venant chaque année pour les vendanges.

D'où mariages fréquents et liens de familles entre Catalans des deux versants.

c) Fêtes et pèlerinages communs aux populations des deux versants et qui sont l'occasion de grands déplacements populaires de France en Espagne et vice-versa (corridos à Perpignan et Figuières, pèlerinage à Muria et à Font-Romeu).

D'où un sentiment très net de solidarité entre deux populations de nationalités différentes et un profond particularisme populaire à l'égard de ceux du « Nord » (ou « gavatxos »).

IV. — Certainement pas.

V. — Non.

VI. — Probablement.

VII. — Sentimentalement, peut-être, rationnellement non. Mais le maintien du régime centralisateur actuel pourrait pousser au séparatisme, surtout avec l'exemple des extrémistes de Barcelone.

VIII. — Mouvements capables de mener une véritable action politique : non.

Du point de vue culturel, il est normal que nous regardions vers Barcelone et non vers Toulouse ou Aix-en-Provence.

(C'est nous qui avons souligné.)

Ce qui précède prouve une fois de plus l'arbitraire des frontières « géographiques » comme si une montagne (les Pyrénées en l'occurrence) à moins d'être inaccessible, pouvait représenter une barrière entre les hommes d'une même race, vivant paisiblement sur les flancs opposés. Mais quelle est donc cette race ?

Les premières tribus que mentionne l'histoire comme habitant aussi bien la Catalogne espagnole que la française s'appelaient les Ligures. La langue catalane n'est autre que l'idiome ligure qui, après avoir subi l'influence du latin, s'est transformé peu à peu par la suite.

Certains historiens attribuent aux peuples gothiques la dénomination de Catalogne : Gothland (terre des Goths) aurait pu devenir Gotholandia, Gotholonia, Catalonia, Catalunya, Catalogne.

D'autres pensent que cette dénomination proviendrait du fait qu'au temps de la Marche hispanique, sous Charlemagne, un grand nombre de châteaux ou forteresses (Castells) s'élevaient sur les flancs des Pyrénées dont les occupants s'appelaient Catlans.

G. GLASSON.

ÉPICERIE FINE A. STEULET
19, RUE VERNONNEX
Vins Perelada (Catalogne) 1 fr. 50 la bout.
Dégustez-le, vous n'en boirez plus d'autre !

« L'Appel Catalan » souhaite une bonne et heureuse année à ses amis, abonnés et lecteurs.

Lerroux, chef du gouvernement espagnol, dit un jour, lorsqu'il jouait, pendant le régime monarchiste, au révolutionnaire démagogue : « S'il me venait envie, Barcelone brûlerait de ses quatre côtés. Il me suffirait seulement, à moi, de le dire et de porter une torche à la main ». Un proverbe arabe dit : « On est maître encore des paroles qu'on n'a pas prononcées, mais on est l'esclave de celles qui se sont échappées ».

Depuis quatre mois l'Espagne est sous le régime de la loi martiale (état de guerre) qui laisse tout le pouvoir à l'arbitraire des militaires. Elle est aussi soumise à la censure de presse préalable avec application des amendes aux chiffres quasi astronomiques même si le texte n'a pas été censuré alors que les censeurs agissent avec férocité.

Les journaux dont bien des colonnes sont blanches, se plaignent que la censure sévise beaucoup plus fort à Barcelone qu'à Madrid, traitement avantageant matériellement la presse de cette dernière ville. C'est ainsi que, malgré cette censure, notre cher confrère « La Publicitat », de Barcelone s'est vu infliger dernièrement deux amendes, l'une de mille pesetas, l'autre de deux mille, cette dernière en raison du fait que la censure avait laissé passer la nouvelle erronée suivant laquelle un drapeau de la Légion étrangère espagnole flottait sur le Parlement catalan, alors qu'il aurait fallu parler de celui de la République. Deux mille pesetas pour avoir dit cela ! Seul dans ce beau pays d'Espagne on peut commettre de pareils abus de pouvoir. Dans aucun pays civilisé d'Europe la censure de presse n'existe. Mais l'Espagne sous le régime « radical-cédiste » est en état de guerre civile permanent !

Món enllà... món ençà

Llengües germanes

Feia més de dues hores que la meua amiga D. i jo voltàvem la vila vella a la recerca d'un edifici antic amb pintures murals.

Haviem admirat tot un bé de Déu de monuments històrics i artístics. Encisades enfront de les vellissimes construccions decorades per fora, amb escenes bíbliques, guerreres o amoroses, oblidàvem aquell edifici.

De tant en tant, cansades de tòrcer la testa i esbatanar els ulls, devallàvem algun carreró estret dels que menen a un pont, i estintolades a la barana, reposàvem una estona, esguardant el corrent del Reuss.

Era llavors quan ens escometia de nou el desig de trobar la vella construcció, esmentada en el nostre breviar de viatge.

— Diu que és una meravella, — s'entossudia D.

I jo, resignada (con sempre que es tracta d'admirar vellúries artístiques, històriques o monumentals) li responia bleixadora :

— Cerquem-la.

Ella, menuda i diligent, recomençava el pelegrinatge, amb l'abric descarat i pengim-penjam sobre el braç i l'índex de la mà dreta constant i encarquerat a la pàgina del bedèquer que parla de les famoses pintures murals.

Mentre la companya cercava i el meu cos la seguia, per places, placetes, carrers i carrerons, el meu esperit s'esquitllava llibert i anhelós d'espai i de cel. Corria Reuss enllà per les valls, entre escarcs i maleses, arribava a les fonts del Sant Gothard i s'embriagava de paisatge.

Tot d'una, la veu de l'amiga em despertava :

— Renunciem ?

— Renunciem !

Altra volta sobre un ample pont, d'esquena a la ciutat antiga, caminàvem mandroses i cansades vers els carrers amples de la vila moderna.

Però D. no estava satisfeta. Al mig del front, ample i colrat pel sol d'un estiu sortit, se li marcava un solc de contrarietat.

En aquell moment aparegué una dona per l'altre cantó. Avençava vers nosaltres, modesta i distreta.

« L'Appel Catalan » desitja un bon any als seus amics, scriptors i lectors.

Record al president. No pot oblidar « L'Appel Catalan » el cap d'any del traspàs de Francesc Macià, primer President de la Generalitat de Catalunya, que ell, amb el patriòtic esforç, sapigué restaurar. D'aquesta Generalitat, avui, ja no en queda més que un titella, gràcies al despotisme i a l'esperit de dominació castellans.

« L'Appel Catalan », associant-se a l'homenatge del poble català, féu portar pel seu delegat a Barcelona, unes flors damunt la tomba de Macià.

A l'« Ex-Emperador del Paralelo », per a governar « bé », li cal decretar l'estat de guerra permanent, restablir la censura de premsa i suspendre indefinidament l'autonomia de Catalunya. Pobret ! qui li havia de dir que hauria de governar dictatorialment una República democràtica. Aquest home ha estat sempre la contradicció personificada. Ell, l'autonomista, el republicà antiericel, el revolucionari de la teia a la mà, que anys enrera deia : « Si me antojara Barcelona arderia por sus cuatro costados. Sólo a mí me bastaría con decirlo y llevar una tea en la mano », havia d'acabar així : anant de braç amb els monàrquics i amb el catòlic Gil Robles.

La premsa anticatalana incuba l'odi contra Catalunya. « A B C », el diari monàrquic, ja ha atacat « L'Appel Catalan », de Ginebra. Aquest periòdic és el defensor de les reivindicacions i de la cultura de la nostra terra a l'estranger. Veniu, doncs, obligats, catalans, a protegir-lo i donar-li vida.

L'amiga digué :

— Si ho demanessim a aquesta dona ? (ja tornava a la seva fal·lera), sembla bona persona.

No puc aturar-la. Ja hi és !

— Pardon, Madame. Pourriez-vous...

La veu humil de la menestrala interromp :

— Jetzt verstehe nicht Französisch.

D., infatigable, tracta de fer-se entendre en alemany :

— Wo ist die alte Rathaus ?

Però la velleta, tampoc comprèn.

Bada els ulls immensament i calla.

Jo intervine (en català, naturalment) :

— No insisteixis, ni tu saps prou alemany, ni ella sap prou francès.

Llavors la cara de la dona s'il·lumina somriu.

— Si, si, — crida. — A l'altra porta.

I comença a caminar, fent gest que la seguim.

A l'altra porta ? què deu voler dir ? D'on deu ésser ? Quin dialecte deu parlar ?

Es segur que els accents catalans li han desvetllat quelcom. Tal volta parla el romànic de l'Engadina. Però no entén la nostra parla ni nosaltres arribem a capir exactament el significat d'aquell « A l'altra porta ».

La seguim per simpatia, i de sobte ens deixa boca-badades enfront d'una portalada monumental, moderna i llejta.

— Gràcies !, gràcies !, — li cridem.

Ella s'allunya amb un somriure humil i satisfeta.

Per sort, aquest incident ha fet oblidar a D. la mania de trobar el vell « Rathaus ».

Seguin el curs del Reuss sota els castanyers, camí del Bernerhof.

Comentem.

Aquesta bona dona parla un llenguatge germà del nostre. Alguns mots són exactes. Però els segles han posat espais i barreres entre dos fills d'una mateixa mare.

Han crescut separats, cada u pel seu cantó, influïts per climes i races diferents.

I ara no ens podem entendre !

Amb el bedèquer tancat, l'esperit alleugerit i el cap ple de nous projectes turístics, seguim moll enllà, enlluernades pels milers de llums, que la ciutat encén a l'hora del cap vespre.

Aurora BERTRANA.

Lucerna, 1934.

Quelques fleurs
de
Fleuriot
Fleuriste d'Art



26, Corratierie
15, Rue de Rive
GENÈVE

L'APPEL CATALAN, de Ginebra, es ven als principals quioscos de Barcelona i a les següents llibreries :
PUIG I ALFONSO, Plaça Nova, 5, i VERDAGUER, Rambla del Centre, 5.

Pour toutes vos installations de
LUMIÈRE, PLOMBERIE, GAZ
adrezsez-vous à
BORNET, S. A.
8, RUE DE RIVE

A. MORDASINI
34, rue de la Fontaine
Téléphone 43.659 - GENÈVE
SERRURERIE EN BATIMENTS
ET EN TOUS GENRES

Entreprise de couvertures
Charles TADDÉO
— 12, RUE AMAT, 12 —
Téléphone 24.771 GENÈVE

Per la Intel·lectualitat catalana Protesta francesa

A la primera pàgina del periòdic reproduïm la noble protesta d'un ciutadà francès, publicada a principis d'aquest mes a la « Revue Parlementaire », de París, contra el terror inquisitorial fomentat per Madrid a Catalunya, protesta que traduïm a continuació donat el seu gran interès per als nostres lectors catalans.

Els esdeveniments ocorreguts pel octubre passat a la península ibèrica, han deixat freds a molts francesos, sobretot als francesos del Nord: a la mateixa època l'atemptat de Marsella, des de l'estricta punt de vista *faits-divers*, — ai, ¿no és sota aquest aspecte que la majoria de la gent considera les coses? — ha servit de pastura molt més sensacional. I no obstant, el nombre de víctimes que queien a Espanya era considerable. Però una precisa censura madrilenya vetllava per tal d'informar « convenientment » l'estranger i per a dirigir totes les indignacions contra els adversaris del Sr. Lerroux. Avui, gràcies a alguns periòdics regionals independents, gràcies també a l'excel·lent publicació « Lu » (Nos. 42, 43, 44, 46, 47, etc.), el públic francès ha pogut formar-se una opinió menys... oficial; talment és veritat que ningú no pot aixecar més infranquejables muralles de silenci i de precaucions.

Per això no creiem oportú tornar a parlar sobre l'origen, ni el caràcter, ni el desenvolupament, ni àdhuc sobre el desenllaç dels esdeveniments d'octubre; tant més que la nostra qualitat de ciutadà francès ens imposa el tenir una gran moderació respecte de la política interior d'un Estat veí. Voldríem evocar solament ací una qüestió humana — humana perquè s'adreça als sentiments universals d'humanitat, i perquè interessa tot el món que pensa, tota consciència i cultura internacionals.

* * *

Hom sap que en el mateix moment que es produïa en la resta d'Espanya una insurrecció de tendències socialistes, a Barcelona, el president de la Generalitat de Catalunya, senyor Lluís Companys, portava a cap un altre acte insurreccional proclamant l'Estat Català de la República espanyola. No cal pas esbrinar ací les raons sobre l'oportunitat o la temeritat d'aquest acte, ni les segones intencions que poden haver-lo suggerit, ni les circumstàncies en les quals s'ha produït. Després del govern de Madrid, les agències oficials han parlat de connivència entre els revolucionaris espanyols i els autonomistes catalans. Es un procés que no podem obrir ací, — tant més que està pendent de resolució, allí, davant la justícia. Però per als que coneixen, per poc que sigui, Espanya, és evident que el problema: ¿Federalisme o Centralisme? serà plantejat sempre allí amb una agudesia més gran que en altre lloc, per raó de la geografia, de l'etnografia i de la història de la península: tot problema social o polític, allí es complicarà sempre amb un problema particularista, regional i àdhuc municipal. Quan, en abril 1931, la Monarquia fou enderrocada, els autonomistes regionals — i sobretot l'autonomisme català — hi prengueren tanta o més part que els partits polítics.

Sense tornar a parlar sobre la qüestió del Problema nacional de Catalunya i la seva solució pel Estatut de 1932 (qüestió admirablement tractada per Mr. Jean Lesaffre, doctor en dret, en un llibre publicat aquest any, sota aquest mateix títol, a Montpeller), cal recordar que les reivindicacions autonomistes catalanes toparen amb l'autoritarisme de la Monarquia. No és sinó després de disset mesos de discussions, que s'arribà, pel setembre de 1932, a un arranjament que deixà tantes decepcions en els cors catalans com de rancúnia en els cors espanyols. El viatger atent, el simple lector de diaris sabien que a la més petita ocasió aquest arranjament seria denunciat, que els catalans intentarien acabar l'obra alliberadora que esbossava, i que els castellans no pararien fins a fer tornar Catalunya a l'estricta dret comú. Es amb aquest estat d'esperit que entre 1931 i 1934, Madrid i Barcelona han mantingut relacions aparentment amistoses: reivindicacions per realitzar d'una part, concessions per recuperar de l'altra.

* * *

L'arranjament hispano-català, instrument diplomàtic conegut sota el nom d'Estatut, s'aplicava a totes les parts de la vida pública. Però fou, sense dubte, quan es tractà de formalitzar la situació de la Universitat de Barcelona, que les discussions s'aguditzaren més: « L'ensenyament essent nacionalitzat, la Universitat em pertany », proclamava Madrid.

« Els diversos serveis públics havent estat traspassats a la Generalitat autònoma, l'administració de la Universitat té d'anar a càrrec meu », responia Barcelona. En realitat, sota aquest debat jurídic, es plantejava un procés més vast: Madrid volia conservar una dependència espiritual en terres catalanes, un centre de difusió del pensament i de la cultura castellanes. Per què? Perquè la Renaixença catalana fou abans que tot una renaixença espiritual i intel·lectual: el ressorgiment de Catalunya fou primerament l'obra d'un esbart de poetes, de filòlegs, d'historiadors, de filòsofs, d'artistes, de juristes molts dels quals s'agruparen més tard entorn de l'Institut d'Estudis Catalans, organisme independent i, durant molt de temps, gairebé privat. Pocs ressorgiments nacionals ofereixen el caràcter d'alta intel·lectualitat com el moviment català — el qual, recordant-se sempre dels seus orígens poètics i sapient, tingué com primera preocupació, àdhuc abans de l'autonomia, l'organitzar i desenvolupar la cultura. Entorn del centre nerviós de la Universitat, es lliurava, doncs, un combat molt més general, gairebé simbòlic, entre dues concepcions polítiques, filosòfiques i espirituals.

S'arribà, ací també, a un arranjament: la Universitat de Barcelona esdevingué autònoma, regentada per un Patronat compost de cinc membres nomenats pel govern català, cinc altres nomenats pel govern espanyol, més el rector, elegit pel Col·legi de professors. Aquest Patronat fou doblat, per a l'ensenyament secundari i primari, d'organitzacions semblants.

L'obra cultural d'aquests Consells universitaris és considerable; un exemple: el Patronat de Barcelona arranjava darrerament encara divuit magnífics edificis — alguns dels quals edificats especialment a aquest efecte — per a l'obra de les escoles populars; el mateix Patronat disposava d'un pressupost de quinze milions de pessetes i donava ensenyament a vint-i-cinc mil infants.

* * *

La vigília del dia que el senyor Lluís Companys, president de Catalunya, portava a cap el seu acte insurreccional, o sigui el cinc d'octubre passat, el local de Palestra, societat patriòtica i cultural de la joventut catalana, fou invadida i ocupada pels voluntaris autonomistes armats. Ara bé, el president de Palestra és el senyor Pompeu Fabra, que era president també del Patronat de la Universitat. Oblidant que el senyor Pompeu Fabra era adversari polític de la majoria al poder a Barcelona (havia estat derrotat en les eleccions pel aviador Franco — que des d'aleshores... — sostingut pel partit del senyor Companys!), el govern madrileny prengué pretext de l'ocupació de Palestra pels rebels per a implicar, vint-i-dós dies després, el 27 d'octubre, el senyor Pompeu Fabra en el « complot » fomentat pel senyor Companys! Al mateix temps que la seva arrestació, Madrid ordonava la de diversos membres catalans del Patronat de la Universitat. Es troben, doncs, detinguts, a bord del vaixell de guerra *Uruguay*, amarrat al port de Barcelona, cinc professors d'Universitat¹ que són a l'ensems l'honor de Catalunya, notabilitats reverenciades del món intel·lectual tot enter: els senyors Pompeu Fabra ja esmentat, venerable ancian, símbol de la Renaixença catalana, filòleg eminent, els treballs del qual han restituit a la seva pàtria — i a la cultura universal — la seva llengua vernacle des d'ara restaurada i purificada; el Dr. Pere Bosch i Gimpera, rector de la Universitat, un dels primers prehistoriadors del món, a qui la Universitat d'Edimburg acabava de confiar-li, pel any vinent, un curs de prehistòria; el Dr. Antoni Trias, cèlebre cirurgià, professor a la Facultat de Medicina, que fou ponent al Congrés Internacional de Cirurgia de Varsòvia; el Dr. Josep Xirau, professor a la Facultat de Dret, director o col·laborador de diverses grans revistes internacionals de ciència jurídica; el Dr. Josep Batista i Roca, ex-professor a la Facultat de Filosofia de Barcelona, titular d'un diploma de la Universitat d'Oxford.

Aquest cinc homes, esperen, des de la fi d'octubre, ésser jutjats pels crims de rebellió i de complot — els quals són punibles de mort o tot el menys de reclusió perpètua. No demanen res; accepten la fortuna reservada a totes les víctimes de la repressió madrilenya. Però volem creure que la consciència universal es commourà en veure com el govern castellà s'aferrissa contra tals homes.

Aferrissar-se és el mot que convé: no content de colpir d'una manera semblant el cap, Madrid acaba d'enderrocar tota l'obra cultural catalana; els membres catalans del Patronat de la Universitat

¹ Han estat ja alliberats provisionalment. (N. de la R.)

detinguts, el mateix Patronat dissolt, els Consells secundari i primari, el Comitè escolar de Barcelona dissolts igualment, han estat reemplaçats per... un funcionari del govern central espanyol, amb el títol de Comissari general de l'Ensenyament, i proveït de plens poders per a reorganitzar la Instrucció a Catalunya. La seva primera cura ha estat expulsar de la Universitat, de seguit, més de cent professors titulars, auxiliars i agregats, entre els quals figuren algunes il·lustracions de la cultura catalana.

Així, doncs, a causa d'un acte — que tots els coneixedors de la situació consideraven inevitable — Madrid realitza no solament el seu somni d'humiliar Catalunya, de prendre-li les llibertats que hom li havia atorgat, sinó sobretot el d'arruïnar el centre intel·lectual que fou l'animador de la renaixença del poble català. Sense preocupar-nos ara dels aspectes polítics del problema, podem considerar que, fent-ho així, el govern castellà comet — siguem moderats — dos atemptats contra la consciència universal: contra les persones respectables dels savis eminents i contra l'esperit, àdhuc contra els drets de l'ànima catalana — la qual forma part inherent del patrimoni de la cultura humana.

Es desitja que la protesta de tots els que pensen en aquest país i en el món faci comprendre a Madrid l'enormitat de l'error que cometria perseverant en el seu disseny contra la intel·lectualitat catalana.

Pierre-Louis BERTHAUD.

Catalunya i Irlanda

(Continuació)¹

Avui, després de llargues baralles civils, sostenint amb la seva opressora la guerra duanera que havem mencionat, la seva situació econòmica és bona; des del punt de vista de la balança comercial és essencialment favorable. Les xifres de 1932, millorades en els mesos transcorreguts de 1933, donaven només que una diferència d'uns 4 milions de lliures esterlines, entre importació i pagaments extres a l'exterior, i exportació i ingressos per cobraments extres del exterior. El millorament de l'Estat Lliure d'Irlanda és evident: la situació és de veritable equilibri.

La política econòmica seguida pel govern irlandès segueix aqueixes directrius principals: desenvolupament de la cultura a tota costa; millorament i augment de benestar de la gent del camp; preocupació permanent de cercar nombrosos i remuneradors mercats a l'agricultura; electrificació del país; atenció especial al recobriment lingüístic integral. El govern irlandès ha trobat la manera de resoldre la qüestió sumament espinesa arreu del món mecanitzat, de la coordinació absoluta dels transports per via ferrada i per carretera. De l'estudi fet per aquells que han de resoldre encara aquest problema, resulta que l'Estat Lliure d'Irlanda, en pocs anys, ha realitzat i implantat el sistema que representa el més gran progrés i la fórmula ideal de la coordinació.

Avui Irlanda ens ofereix aqueix panorama reconfortant. No deu ésser lluny el dia en que altre Cooke, havent de rendir-se davant la realitat dels resultats de la primera autonomia que tingué Irlanda, digui:

« Un dels perills per Anglaterra, és la general prosperitat del país, que ha produït gran activitat i energia. En relació al nombre d'habitants, a l'agricultura, a la indústria i a la riquesa, cap país no ha fet tants ràpids avenços com Irlanda. »

II

Diguérem en l'article anterior: « Parlem d'Irlanda ». Diem avui: « Parlem de Catalunya ». Sovint senti u a dir als que volen sotmesos de grat o per força tots els pobles que constitueixen l'Estat espanyol: « No compareu el cas d'Irlanda amb el de Catalunya. Castella ha tractat sempre amb magnanimitat el poble català ». Suposant que això fos cert, la mateixa raó adduïda significaria ja un ultratge. Voldríem saber els mèrits contrets per aquest poble per a poder parlar de magnanimitat. ¿Serà perquè ocupa, entre deserts, el centre de la Península Ibèrica? ¿Perquè els homes que donà i dona més abundantment, han estat i són professionals de la guerra, instruments de subjugació? Parlar de magnanimitat, vol dir considerar-nos un poble sotmès.

També alguns catalans creuen que Castella té raó, que els que propugnen per la dignitat de Catalunya, no cerquen altra cosa que el perfil personal, o bé, que són uns romàntics que vivim del passat. Aquests són dignes companys

d'aquells altres catalans que francament traïen el seu poble.

Sabeu, vosaltres, castellans; vosaltres, catalans en mal hora nascuts a Catalunya, on és la similitud dels problemes català i irlandès? Està en la plena, incommovible voluntat d'Irlanda de recobrar-se; en la ferma, indestructible voluntat de Catalunya de conquerir la seva llibertat. Irlanda triomfà sobre l'Imperi més poderós de la terra; Catalunya aconseguirà la seva llibertat, ho vulgui o no Castella i els pobles que de grat o per força la segueixen. Ni Espanya és Anglaterra, ni pot esperar-se res dels directors d'un Estat que tot ho arregla així: — l'últim home, la última pesseta — I mentrestant es quedava sense les darreres colònies, últim vestigi de grandiosos territoris que, com que no havia fet més que esclavitzar-los per la força — tractant-los també amb magnanimitat alguna vegada —, s'emanciparen tan bon punt tingueren idea de la dignitat llur.

Catalunya té, encara més que Irlanda, una història gloriosa que no oblida, com no oblida els greuges que des del dia que se la uní a Castella per un matrimoni que produí una unitat artificiosa, no han parat mai. I això era l'any 1469. Castella ens tenia, ja aleshores, una cordial antipatia. No podia sofrir que Catalunya hagués esdevingut potència comercial i marítima. Quan Colom, català, els descobrí un nou Continent, el primer que se'ls ocorregué fou barrar el pas a Amèrica per a les naus i comerç catalans: el tracte que ens donaren, era, efectiva-ment, el que acostumava a donar-se a pobles conquerits.

Després Castella anà socavant les llibertats catalanes. Per tal de no perdre-les totes, Catalunya lluità; el Corpus de 1640 resta com una fita de la indignació d'un poble. Homes com el gran Claris, posaren a prova el seu tremp. Després vingué el 1714 en que els catalans derrotaren a castellans i francesos units. Barcelona i amb ella Catalunya, però, caigué. Foren arrasats els barris més rics de la ciutat. Fou publicat i aplicat el Decret de Nova Planta i fins passats nou anys no restà sadollada la set de venjança del Borbó Felip V.

Des de la caiguda de Barcelona, un bon nombre de catalans varen vinciar-se a les més baixes i servils manifestacions de castellanisme. El poble català, però, fins inconscientment, començà la tasca d'oposició a Madrid, centre de Castella. Barcelona era gairebé irreductible. Per tal de fer-la callar, un general qualsevol, Espartero, la feu bombejar durant vuit dies. Amb tot, tant o més que a Barcelona, era guardada fidelitat a la pàtria entre la pagesia.

Havia d'ésser el moment del Romanticisme el que donés impuls al desvetllament de l'ànima catalana. El moviment literari és altra fita, i l'« Oda a la pàtria » de Bonaventura C. Aribau, el punt més destacat de l'abrandament patriòtic que vindria. Catalunya estava en peu: res ni ningú no la deturaria.

Els governs castellans monàrquics ho provaren tot per tal d'atuir el moviment de recobració nacional dels catalans: fomentaren les discòrdies civils, l'anarquisme; deixaren implantar, complaguts, tots els procediments del terrorisme de l'acció directa; ens enviaren un redemptor dels obrers¹ per a que fes espanyolisme; fou feta per a Catalunya, més que per a ningú, una oprobiosa llei de Jurisdiccions.

Com que la tasca destructora, persistent de Catalunya no parava, s'assajà una Mancomunitat. Vingué una Dictadura i ens l'arrabassà, i més tard ens fou imposat el silenci. Beneïts set anys de dictadura; feren més ells per la nostra causa que cent mil discursos, i llibres i articles! I mentrestant, nosaltres anaven socavant els fonaments de la Monarquia que, Catalunya, més que ningú, contribuï a enderrocar.

Ara ens prenen l'Autonomia, si bé ho fan sense gallardia. Tantseval, tornarem a començar! Catalunya no és una ficció; el sentiment de Catalunya, arrenca de les arrels mateixes de la terra. Catalunya és un poble. Endebades voldran ofegar el nostre desig de llibertat.

Si això que encara es diu República va contra Catalunya, més tard o més aviat serem la causa principal del seu esfondrament.

Heus ací la similitud del problema d'Irlanda i de Catalunya: un poble que, per damunt de totes les vexacions, ha recobrat la seva llibertat; altre poble que, pesi a qui pesi, la recobrarà.

P. CASALS IGLESIES.

¹ El radical que avui governa a Madrid amb el partit « clerical », el mateix « republicano-autonomista » que 30 anys enrera deia: «...hay que arrancar el velo a las novicias y elevarlas a la categoría de madres...! ». « Jóvenes; no os detengáis ante los sepulcros ni ante los altares. » (N. de la R.)

¹ Vèg's el No 10 de L'Appel Catalan.